

CURRICULUM VITAE

Jean-Marie PONTIER –

Professeur agrégé des Facultés de Droit

Etablissement d'affectation :

UFR 01 Droit, Administration et secteurs publics
Université Paris I Panthéon Sorbonne
12 Place du Panthéon
75 231 Paris cedex 05
Membre du CERAP

Diplômé de l'I.E.P. d'Aix-en-Provence - 1966

Maîtrise en droit - 1967

Doctorat d'État en droit - 1975

Assistant à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence - 1969

Maître-assistant à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence - 1977

Professeur à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence (Concours 1980)

Professeur à l'Université de Paris I (Panthéon Sorbonne) depuis septembre 2007

Fonctions administratives

Membre du Conseil d'orientation de l'Université de Nîmes depuis 2008.

Membre du Conseil scientifique du GRALE - CNRS (Groupement de Recherche sur l'administration locale) depuis 2008.

Directeur de l'École Doctorale « Sciences Juridiques et Politiques » de l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III, 2000- 2007

Directeur de l'U.F.R. Recherches juridiques, politiques et sociales de l'Université Paul Cézanne Aix Marseille III, 1995-2004

Directeur du Centre de Recherches Administratives de l'Université Paul Cézanne Aix Marseille III, 2002 - 2008

Directeur du Département de droit public de la Faculté de Droit d'Aix-Marseille, 1996-2004

Membre du Conseil d'administration de l'Université Aix-Marseille III, 1996-2004

Membre du Conseil scientifique de l'Université Aix-Marseille III, depuis 1992

Membre du Conseil scientifique de l'I.E.P. d'Aix-en-Provence, 1992-2003

Membre du Conseil d'administration de l'Institut d'études françaises pour étudiants étrangers d'Aix-en-Provence, 1986-1999

Direction du groupe « Entreprises culturelles » à l'AUPELF-UREF DE 1994 à 1996.

Rapporteur du Groupe Décentralisation culturelle institué par le ministre de la Culture en vue de préparer une nouvelle loi de transferts de compétences de l'État vers les collectivités locales, 2002-2004

Membre de jurys de concours (commissaire de police, magistrature, administration territoriale)

Expert auprès du Ministère de l'Éducation nationale, depuis 2003

Expert auprès du Ministère de l'Aménagement du territoire du Maroc, 1999-2002

Expert pour le Conseil de l'Europe, Barcelone, juillet 2003

Membre de la Commission de spécialistes de Droit public, Université Aix Marseille III, 1992-2007

Membre de la Commission de spécialistes de Droit public de l'Université de Corte, depuis 1996

Président de la Commission de spécialistes du Centre Universitaire de Nîmes, depuis 2004

Enseignements

- Enseignements à Paris et Aix en Provence

Enseignements en licence, master : codirection du master marché de l'art avec Philippe Dagen à l'Université Panthéon Sorbonne depuis 2007

Direction du Master Recherche, mention Droit Public, spécialité droit administratif approfondi des collectivités territoriales (Master 2 recherche), depuis 2004, Aix en Provence.

- Participation à des formations :

Formation de personnels des collectivités territoriales (CUREM), de notaires (INAFON), de personnels des entreprises du spectacle, de personnels de la police nationale (Ecole Nationale Supérieure de police, Lyon), de la police municipale.

- Direction de 9 thèses de doctorat à Paris I Panthéon Sorbonne. Et thèses à l'Université Paul Cézanne Aix Marseille III. Participation à 130 jurys de thèses de Doctorat en France et à l'étranger.

Comités scientifiques internationaux

Membre du comité de rédaction de la Revue de droit de l'Université de Taipei, *Taipei University Law Review*, depuis 2008

Membre du Comité scientifique de la Revue Direito Regional e Local (DREL) du Centro de Estudos Jurídicos do Minho, Braga, Portugal, depuis 2007.

Membre du Conseil International du Centro Europeo de Regulacion Economica y Competencia (CERECOM), Université Complutense, Madrid, Espagne, depuis 2009

Conseiller scientifique de la Société coréenne de Droit et Politique publique, Université de Hanyang, Séoul, Corée du Sud, depuis 2009.

Auditions

Par le Sénat (décentralisation, contrats de plan) 2003

Par le Conseil d'Etat (responsabilité, solidarité) 2004

Missions

Mission en Chine du 26 mai au 2 juin 2004. Intervention au Colloque sur la décision de justice dans un système de droit codifié - Étude et expérience en droit chinois et français. Faculté de Droit de l'Université Quinghua, République Populaire de Chine.

Missions au Japon :

- du 27 août au 7 septembre 2004. Interventions dans deux séminaires sur la décentralisation et sur le droit public (Sapporo - Tokyo - Sendai).
- du 3 au 26 juin 2005 à Tokyo (conférences à la Maison franco-japonaise, à l'Université Sophia) et Fukuoka (colloque à l'Université de Senan Gakuin)
- du 22 au 28 janvier 2007 à Tokyo (conférence à l'Université Sophia)
- du 9 au 17 décembre 2009 à Tokyo (colloque) et Osaka

Mission en Thaïlande du 21 mars au 26 mars 2005 à Bangkok (Ministère de l'intérieur thaïlandais et ambassade de France : séminaire pour 98 gouverneurs de provinces, conférences et table ronde sur l'organisation administrative territoriale, décentralisation).

Mission à Taïwan du 31 octobre au 8 novembre 2009 (Rapport de synthèse au Colloque sur le droit nucléaire à l'Université Nationale de Taipei)

Missions en Corée du 9 au 23 avril 2005 et du 7 au 21 janvier 2006 à l'Université Kyung Hee de Séoul (Interventions, cours, conférences) à la Faculté de Droit de l'Université de Sungkyunkwan à Séoul, l'Université Nationale de Kyungpook à Daegu en 2007, 2008, relations avec l'Institut de Recherches sur la Législation Coréenne (KLRI).

Mission en Grèce du 17 au 20 février 2005 à l'Université d'Athènes.

Mission en Allemagne du 21 au 24 mai 2005 participation au 12^e Colloque d'administration franco-allemand à Spire, conférence sur « Transparence administrative – aspects français et européens).

Mission en Guyane du 5 au 12 décembre 2005, à Cayenne pour un colloque : conférence sur « L'Etat et l'Outre-Mer : L'évolution de la répartition des compétences).

Missions en Belgique à Leuven le 22 octobre 2009 pour un rapport au colloque de l'Association européenne des représentants territoriaux de l'Etat, et à Louvain le 27 novembre 2009, intervention pour la remise des Mélanges au professeur Robert Andersen, Président du Conseil d'Etat belge.

Organisation de rencontres scientifiques

- Organisation annuelle d'une **Table ronde européenne** en droit et science administratifs dans le cadre du Centre de Recherches administratives, (actes publiés dans *l'Annuaire Européen d'Administration Publique* aux Presses Universitaires d'Aix-Marseille, PUAM) depuis 1978. Les thèmes des dernières années sont les suivants :

- La gestion administrative des risques en Europe (2001)
- 25 ans de réformes administratives. Pour quel avenir ? Bilan et perspectives (2002)
- L'évolution de la Fonction publique : vers une européanisation ? (2003)
- L'administration et l'énergie en Europe (2004)
- Les marchés publics en Europe (2005)
- Parlement et administration en Europe (2006)
- L'enseignement supérieur en Europe (2007)
- Les autorités administratives indépendantes en Europe (2008)
- Les transformations du contentieux administratif en Europe (2009)

- **Journées d'études** : organisées dans le cadre du Centre de Recherches administratives avec la participation de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, Mercredi 12 mai 2004 sur le thème : « La responsabilité hospitalière et la loi du 4 mars 2002, Mercredi 1^{er} juin 2005 sur « L'injonction et l'exécution des décisions de justice » et Mercredi 14 juin 2006 sur « Les plans de prévention des risques » en 2007 : « le recours pour excès de pouvoir » : exposés suivis de discussions entre universitaires, membres de la Cour administrative d'appel, avocats, professionnels des domaines concernés et diverses administrations.

Autres Journées d'études avec le Conseil d'Etat et le GERJC et autres personnalités universitaires par exemple sur « les états intermédiaires en droit administratif »

- **Coopération avec la Corée**

Accueil et formation de vingt magistrats coréens à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence en juillet 2003. Echanges universitaires (professeurs et étudiants) avec l'Université Kyung Hee (Corée su Sud) et autres Universités en 2004, 2005, 2006, 2007, 2008.

- **Coopération avec le Japon.** Accueil d'une post-doctorant japonaise pour deux ans dans le cadre du Centre de Recherches Administratives à compter de juin 2006 et organisation d'un colloque franco – japonais sur « La compensation financière des transferts de compétence aux collectivités territoriales en France et au Japon », avec le CLAIR-Paris (Centre japonais des collectivités locales) le 6 juin 2006 à l'Université Paul Cézanne, Aix en Provence, actes sous presse.

- **Coopération avec Taïwan.** Colloque sur le droit nucléaire à l'Université Nationale de Taipei du 31 octobre au 8 novembre 2009. Accueil de doctorants. Projet de programme Eguide Star pour 2010-2011.

- Dans le cadre de l'**Ecole Doctorale** Sciences juridiques et politiques, organisation d'Universités d'été (2003) et de colloques annuels, thème en 2004 : **Le bicentenaire du Code civil**, le 12 mai 2005 : **La simplification du Droit**, et le 8 juin 2006 : **Les principes et le droit.**

Direction de collections scientifiques

- . Collection « Collectivités locales », Presses Universitaires d'Aix Marseille, PUAM.
- . Annuaire européen d'Administration Publique, PUAM (créé en 1978)
- . Les Cahiers du CRA (depuis 2004).
- . Collection « Centre de Recherches Administratives », Presses Universitaires d'Aix Marseille, PUAM.
- . Publication annuelle des travaux des Journées d'Etudes CRA-CAA (Cour Administrative d'Appel de Marseille), PUAM (depuis 2004)

Conférences et rapports dans congrès internationaux

- Conférences à Rabat, Maroc (1984)
- Conférence à Bruxelles : la participation dans l'administration (1984)
- Conférences pour la Communauté Européenne :
 - . Varsovie : l'administration de la France, 1992,
 - . Prague : Le contrôle de l'administration, 1992
 - . Budapest : Les caractéristiques de l'administration française. Son évolution au XXème siècle, 1995
 - . Pechs : La responsabilité administrative ; les recours contre l'administration, 1995
- Conférences à l'Université Laval à Québec
- Communication sur les réformes de la fonction publique, Genève, 4-5 mars 1999.
- Communication au colloque sur "La souveraineté partagée en Nouvelle-Calédonie et en droit comparé", Nouméa, 15-22 novembre 1999.
- Interventions auprès du ministre marocain chargé de l'aménagement du territoire, Rabat, 19-25 décembre 1999.
- Conférence sur le Conseil d'État français, Conseil d'État néerlandais, Amsterdam, 2-4 mars 2000.
- Communication sur les contrats de prestation, Genève, 9 mars 2000.
- Conférence sur "Le français et la loi", Royal Holloway, Londres, 20 novembre 2000.
- Rapport sur le devenir de la Charte nationale d'aménagement du territoire, Ministère de l'aménagement du territoire, Royaume du Maroc, janvier 2002.
- Rapport complémentaire sur une loi relative à l'aménagement du territoire, Ministère de l'aménagement du territoire, Royaume du Maroc, avril 2002.
- Voir « missions » et « coopération »

PUBLICATIONS

Ouvrages

1. *Lexique de termes politiques* (en collaboration), Dalloz 1974
2. *Lexique de termes politiques*, 2^e éd. Dalloz 1978
3. *L'État et les collectivités locales*, L.G.D.J., Bibl. de droit public, Paris 1978
4. *Les calamités publiques*, Berger-Levrault, Paris 1980
5. *Droit constitutionnel et institutions politiques* (en collab.), Éd. scientifiques et juridiques, 2 vol. 1980
6. *Institutions et droit administratifs. Textes et documents* (en collaboration), P.U.F. Thémis 1980
7. *Lexique de termes politiques*, 3^e éd. 1981
8. *Institutions et droit administratifs*, T. 3, *Biens. Expropriation. Travaux publics*, P.U.F. Thémis 1982 (en collaboration)
9. *Introduction à la politique* (en collaboration) Précis Dalloz, 1982
10. *Droit constitutionnel et institutions politiques* (en collaboration), Économica 1983
11. *Les constitutions de la France* (en collaboration), Dalloz 1983
12. *Lexique de politique*, 4^e éd. Dalloz 1984
13. *La Vème République* (en collaboration), Économica 1985
14. *Introduction à la politique*, 2^e éd., Dalloz 1986
15. *Droit des collectivités territoriales* (en collaboration), P.U.F. Thémis, 1987
16. *La région*, Dalloz 1988
17. *La Vème République*, 2^e éd., Économica 1988
18. *Le département* (en collaboration), Économica 1988
19. *Lexique de politique*, 5^e éd., Dalloz 1988
20. *Les constitutions de la France*, 2^e éd., Dalloz 1989
21. *La société française* (en collaboration), Dalloz Études politiques, économiques et sociales, 1989
22. *Droit constitutionnel et institutions politiques*, 2^e éd., Économica 1989
23. *Droit de la culture* (en collaboration), Précis Dalloz 1990
24. *Droit constitutionnel et institutions politiques*, 3^e éd. 1990
25. *La société française*, 2^e éd. 1991 (ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, Prix L. Marin)
26. *Introduction à la politique*, 3^e éd., Dalloz 1991 (trad. biélorusse, Mihck, Copaca, 1995)
27. *Lexique de politique*, 6^e éd. Dalloz 1991
28. *Le conseil général* (en collaboration), Que sais-je ? n° 2647, 1992
29. *Droit administratif des biens* (en collaboration), P.U.F. Thémis, 1994
30. *Le droit du cinéma*, Que sais-je ? n° 2936, 1995
31. *La société française*, 3^e éd., Dalloz 1995
32. *Les constitutions de la France*, 3^e éd., Dalloz 1996
33. *Droit de la culture*, 2^e éd. Dalloz 1996
34. *Les services publics*, Hachette, coll. Les Fondamentaux, 1996

35. *Libertés publiques*, Hachette, coll. Les Fondamentaux, 1997
36. *Droit de la langue française*, Dalloz Connaissance du Droit, 1997
37. *Les contrats de plan entre l'État et les régions*, Que sais-je ? n° 3281, 1998
38. *La République en France*, Dalloz, coll. Connaissance du Droit, 1998
39. *La région*, Dalloz, 2^e éd. 1998
40. *Droit des collectivités territoriales*, PUF, Thémis, 2^e éd. 1998
41. *Libertés publiques*, Hachette, coll. Les Fondamentaux, 2^e éd. 1998
42. *Droit administratif des biens*, PUF Thémis, 3^e éd. 1999
43. *Introduction à la politique*, 5^e éd., Dalloz 2000
44. *La Société française*, Armand Colin, 4^e éd., 2001, traduction en Coréen 2005.
45. *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Économica, 4^e édition 2001.
46. *Droits fondamentaux et libertés publiques*, 3^e éd., Hachette 2001.
47. *Lexique de politique*, Dalloz, 7^e éd. 2001.
48. *Les schémas de services collectifs*, LGDJ-Dexia, coll. Politiques locales, 2003.
49. *Droits fondamentaux et libertés publiques*, Hachette, coll. Les fondamentaux, 3^e éd. 2007, 4^e éd. 2010.

Direction d'ouvrages 2005-2008

Sous la Direction de Jean-Marie PONTIER, *L'injonction et l'exécution des décisions de justice*, éd. Collection du Centre de Recherches Administratives, Presses Universitaires d'Aix Marseille, 2006, 204p.

Sous la Direction de Jean-Marie PONTIER, *Les plans de prévention des risques*, éd. Collection du Centre de Recherches Administratives, Presses Universitaires d'Aix Marseille, 2007, 230p.

Sous la Direction de Jean-Marie PONTIER, *Contrat et recours pour excès de pouvoir*, éd. Collection du Centre de Recherches Administratives, Presses Universitaires d'Aix Marseille, 2008, 311p.

Sous la Direction de Jean-Marie PONTIER, *Les Etats intermédiaires en droit administratif*, éd. Collection du Centre de Recherches Administratives, Presses Universitaires d'Aix Marseille, 2008, 178p.

Sous la direction de Jean - Marie PONTIER, *La compensation financière des transferts de compétences aux collectivités territoriales en France et au Japon*, éd. Centre japonais des collectivités locales (CLAIR Paris) et Centre de Recherches Administratives de la Faculté de droit et de science politique (Université Paul Cézanne Aix-Marseille III), Presses Universitaires d'Aix Marseille, 2007, en français et en japonais, 218p.

Sous la direction de Jean - Marie PONTIER, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, Tome XXVIII 2005, Tome XXIX 2006, Tome XXX 2007, Tome XXXI 2008, Presses Universitaires d'Aix Marseille, 600 p. chaque Annuaire.

ARTICLES

50. Les collectivités locales et la T.V.A., (en collaboration) *Rev. de sc. fin.* 1973, p. 509

51. La répartition des compétences - Bilan et perspectives, *in* La décentralisation pour la rénovation de l'État, P.U.F. 1975
52. Revue de vie administrative en France et à l'étranger, *RDP* 1978, p. 1089 (en collaboration)
53. L'administration des grandes villes en France, *Rev. fr. Adm. publ.* n° 18, avril-juin 1981, p. 7
54. Note sous T.C. 15 janvier 1979, Caisse de Crédit municipal de Toulon c. Sieur Creus, *AJDA*, 20 octobre 1979, p. 33
55. La réforme des structures locales *in* Chronique de vie administrative française, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, 1979, p. 316
56. Revue de vie administrative en France et à l'étranger, *RDP*, 1979, p. 141
57. La réforme des finances locales, *in* Chronique de vie administrative, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, 1980, p. 447
58. La réforme des collectivités locales en France, *RISA*, 1980, p. 179
59. L'État et les calamités naturelles, *RISA*, 1981, p. 1
60. Les intergroupes parlementaires, *RDP*, 1981, p. 1163
61. Le rôle des intergroupes parlementaires, *RFSP*, 1982, p. 810
62. La réforme des tutelles, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, 1982, p. 374
63. Les niveaux d'administration de la loi du 2 mars 1982, *Cahiers du CFPC*, n° 11, 1982
64. Le nouveau département, *in* La nouvelle décentralisation, sous la direction de F. Moderne, Sirey, 1983
65. La deuxième loi sur les compétences, *AJDA*, 1983, p. 466
66. De la solidarité nationale, *RDP*, 1983, p. 899
67. Les régies locales d'électricité et de gaz, *Mélanges Péquignot*, C.E.R.A.M. Montpellier 1984, p. 579
68. Panorama sur le statut de l'élu depuis 1882 jusqu'à l'époque contemporaine, *Cahiers du CFPC*, n° 14, 1984
69. Niveaux de décentralisation et transferts de compétences, *Cahiers du CFPC*, n° 17, 1985
70. Les principes de la répartition des compétences, *in* La nouvelle répartition des compétences, *Économica*, 1985, p. 1
71. Les contrats de plan entre l'État et les régions, *AJDA*, 1985, p. 331
72. La participation à la vie administrative *in* Citoyen et Administration, Cabay-Bruylant, Bruxelles, 1985, p. 95
73. Semper manet. Sur une clause générale de compétence, *RDP*, 1985, p. 1443
74. L'imprévisibilité, *RDP*, 1986, p. 1
75. La subsidiarité en droit administratif, *RDP*, 1986, p. 1515
76. Le législateur, l'assureur et la victime, *RFDA*, 1986, p. 98
77. Réflexions sur la réforme régionale, *RFDA*, 1986, p. 521
78. Les régions et la culture, *RFDA*, 1986, p. 555

79. La participation des citoyens au fonctionnement de l'État en France, *in* Droit constitutionnel et droits de l'homme, *Économica*, 1987
80. Pie XII et la démocratie, *in* Pie XII et la Cité, Téqui, 1988
81. Le pouvoir hiérarchique *in* Encyclopédie de l'administration, Athènes, 1988
82. La tutelle *in* Encyclopédie de l'administration, Athènes, 1988
83. La coopération entre collectivités territoriales, Cahiers du C.F.P.C., 1988
84. L'État et les enseignements artistiques, *AJDA*, 1988
85. Le rôle des collectivités territoriales dans la commercialisation des produits touristiques, *Tourismes*, numéro spécial, 4ème trimestre 1988, p. 13 et s.
86. Les privatisations en France, A.E.A.P., 1989
87. La protection du patrimoine monumental, *RFDA*, 1989
88. Les contrats de plan État-région et l'aménagement du territoire, *AJDA*, 1989, p. 743 et s.
89. Le contentieux culturel devant le juge administratif, *RDP*, 1989, p. 1607 et s.
90. Jean XXIII, L'enseignement et la culture, *in* Jean XXIII et l'ordre du monde, Nouvelle cité, P.U.A.M., 1989, p. 93 - 118
91. Note sous C.E. 28 novembre 1988, Dubois, *AJDA*, 1989, p. 172
92. La protection du patrimoine culturel, *RFDA*, 1989, p. 757 et s.
93. La danse et le droit, *AJDA*, 1990, p. 84 et s.
94. La notion d'œuvre d'art, *RDP* 1990, p. 1403 et s.
95. Droit parlementaire, fasc. 1, 155 p., fasc. 2, 91 p., *CNFPT*, 1992
96. Les compétences économiques de la région, *Encyclopédie Bénoit*, Collectivités locales, 1992, p. 1757-1 à 1757-50
97. Les compétences culturelles et sociales de la région, *Encyclopédie Bénoit*, Collectivités locales, 1992, p. 1762-1 à 1762-58
98. Les transformations contemporaines de la démocratie, *Garrigues*, avr.-mai 1991, p. 16
99. Un bicentenaire : la liberté du théâtre, *Rec. Dalloz*, 12 septembre 1991, p. 197
100. Les régions et la recherche, *Rev. adm.*, juill.-août 1991, n° 262, p. 308
101. La décentralisation et le temps, *Rev. de droit public*, 1991, p. 1217
102. Le médiateur du cinéma, *Rev. adm.*, janv.-fév. 1992, n° 265, p. 9
103. La création architecturale, *Act. jur.*, Propr. imm., 10 fév. 1992, p. 89
104. Dix ans de décentralisation, *Rec. Dalloz*, 5 mars 1992, p. 81
105. L'indemnisation des victimes contaminées par le virus du SIDA (loi du 31 déc. 1991), *Act. législ. Dalloz*, 12 mars 1992, p. 35
106. Les aides publiques à la production de films cinématographiques en France, *in* *IIDA*, Cinéma et télévision, PUAM, 1992, p. 85
107. Mémoire, administration et culture, *Rev. adm.*, juill.-août 1992, n° 268, p. 297
108. SIDA, De la responsabilité à la Garantie sociale, *Rev. fr. de droit adm.*, mai-juin 1992, p. 533
109. La République, *Rec. Dalloz*, 17 sept. 1992, p. 239

110. Le dépôt légal (loi du 20 juin 1992), *Act. législ. Dalloz*, 29 octobre 1992, p. 167
111. La culture, champ de compétence variable, *Cahiers du CNFPT*, n° 36, sept. 1992, p. 14
112. Les anamorphoses de la décentralisation, 1ère partie, *Les Petites Affiches*, 13 novembre 1992, p. 4 ; 2ème partie, *Les Petites Affiches*, 18 novembre 1992, p. 19
113. Au tour des élus, *Rev. fr. de droit adm.*, nov.-déc. 1992, p. 957
114. Les indemnités des élus locaux, *Rev. fr. de droit adm.*, nov.-déc. 1992, p. 978
115. La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, *Cahiers du CNFPT*, n° 37, déc. 1992, p. 5
116. L'état de la décentralisation, *Rev. adm.* n° 274, juill.-août 1993, p. 362
117. La décentralisation entre nouveauté et continuité, *Rev. adm.* n° 275, sept.-oct. 1993, p. 473
118. A propos de la réforme de la DGF : quelques réflexions sur les dotations, *Rev. adm.* n° 276, nov.-déc. 1993, p. 605
119. Libres interrogations sur l'organisation et la libre administration des collectivités territoriales locales, *Rev. adm.* n° 277, janv.-fév. 1994, p. 61
120. Coopération contractuelle et coopération institutionnelle, *Rev. adm.* n° 278, mars-avril 1994, p. 162
121. Les collectivités locales et l'espace rural, *Rev. adm.* n° 279, mai-juin 1994, p. 283
122. Mode et décentralisation, *Rev. adm.* n° 280, juill.-août 1994, p. 410
123. Une décennie de décentralisation vue par le Conseil d'État, *Rev. adm.* n° 281, sept.-oct. 1994, p. 504
124. Les collectivités locales et le développement culturel, *Actualité législative*, Dalloz, 4 mars 1993, p. 25
125. La répartition des compétences dans le domaine du tourisme, *Actualité législative*, Dalloz, 3 juin 1993, p. 99
126. Contractualisation et planification, *RDP*, 1992, p. 691
127. L'évolution des champs de compétence : enjeux actuels et perspectives d'avenir, *in* Management territorial, CNFPT 1993
128. Le statut de la région *in* *Encyclopédie Bénoit*, Collectivités locales, Dalloz 1993, p. 1710-1 et s.
129. Le Conseil régional, *in* *Encyclopédie Bénoit*, Collectivités locales, Dalloz, 1993, p. 1728-1 et s.
130. Le président du Conseil régional, la commission permanente et le bureau *in* *Encyclopédie Collectivités locales*, Dalloz, 1993, p. 1730-1 et s.
131. Les autres compétences de la région *in* *Encyclopédie Bénoit*, Collectivités locales, Dalloz, 1993, p. 1768-1 et s.
132. Les moyens de la région, *in* *Encyclopédie Bénoit*, Collectivités locales, Dalloz, 1994, p. 1788-1 et s.
133. Les relations de la région, *in* *Encyclopédie Bénoit*, Collectivités locales, Dalloz, 1994, p. 1793-1 et s.
134. L'évolution des compétences du département *in* La décentralisation dix ans après, *LGDJ*, 1993, p. 433 et s.

135. Centralizing or decentralizing : France's choice and its decentralizing reform, *Chinese Public Administration*, part one 1994, n° 4, p. 46 et s., part two, n° 5, p. 38 et s.
136. Les avatars du cofinancement, *Les Petites Affiches*, 14 juill. 1993, p. 14 et s.
137. Préface à l'ouvrage de M. Sousse, La notion de réparation de dommages en droit administratif français, *LGDJ*, 1994
138. L'intervention des personnes publiques pour réparer les conséquences d'une crise, in La crise et le droit de la sécurité civile, *Rev. juridique des pays de Vaucluse*, numéro spécial, 1994, p. 125 et s.
139. La coopération verticale : le cas de la culture, *Les Cahiers du CNFPT*, n° 40, mars 1994, p. 99
140. Les collectivités locales et la loi de finances pour 1995, *Rev. adm.* n° 283, janv.-févr. 1995, p. 76.
141. Municipales 1995. Question de date, *Rev. adm.* n° 284, mars-avr. 1995, p. 179.
142. La réforme des services d'incendie et de secours, *Rev. adm.* n° 285, mai-juin 1995, p. 279.
143. La décentralisation territoriale dans les réflexions sur la réforme de l'État, *Rev. adm.* n° 286, juill.-août 1995, p. 408.
144. Les collectivités locales et le paysage, *Rev. adm.* n° 287, sept.-oct. 1995, p. 521.
145. Le code général des collectivités territoriales, *Rev. adm.* n° 288, p. 615.
146. La prise en charge de l'aléa thérapeutique. L'État et les fonds de garantie, in *L'indemnisation de l'aléa thérapeutique*, sous la dir. de D. Truchet, Sirey, 1994, p. 73 et s.
147. Gouvernement national et gouvernement local, *Cahiers du CNFPT*, n° 45, nov. 1995, p. 11 et s.
148. L'organisation des pouvoirs locaux dans les États membres de l'Union européenne, in Europe, régions, santé, *Cahiers du CERDES*, sept. 1995, p. 9 et s.
149. Bezwaar en beroep in het Franse bestuursrecht (Le pouvoir hiérarchique en France et aux Pays-Bas), *Nederlands Tijdschrift voor Bestuursrecht*, nov.-déc. 1995, p. 328 et s.
150. La nouvelle loi sur la langue française (commentaire de la loi n° 94-665 du 4 août 1994), *Act. législ.* Dalloz, 10 nov. 1994.
151. Note sous CAA Nancy, 1ère chambre, 30 juin 1994 (Monuments et sites, champ de visibilité), *Rec. Dalloz-Sirey* 1995, Jurisprudence, p. 377.
152. Centième « première ». Le cinéma a fait son droit, *Rec. Dalloz-Sirey*, 23 mars 1995, p. 83.
153. La fonction législative de l'administration, rapport français, *Annuaire européen d'administration publique*, t. XVII, 1996, p. 107.
154. Le pacte de stabilité entre l'État et les collectivités locales, *Rev. adm.* n° 289, janv.-févr. 1996, p. 74.
155. La solidarité financière entre les collectivités locales, *Rev. adm.* n° 290, mars-avr. 1996, p. 188.
156. Le nouveau statut de la Polynésie française, *Rev. adm.* n° 291, mai-juin 1996, p. 313.
157. La décentralisation territoriale et les modes de scrutin, *Rev. adm.* n° 292, juill.-août 1996, p. 426.

158. La responsabilité pénale des élus locaux, *Rev. adm.* n° 293, sept.-oct. 1996, p. 551.
159. Les communes et la santé publique, *Rev. adm.* n° 294, nov.-déc. 1996.
160. Propiedad privada y protección del patrimonio (Propriété privée et protection du patrimoine en France) in Propiedad, expropiación y responsabilidad, La garantía indemnizatoria en el derecho europeo y comparado, J. Barnès coordinador, Technos, Junta de Andalucía 1996, p. 409.
161. Sur la conception française du service public, *Rec. Dalloz-Sirey*, 11 janv. 1996, p. 9.
162. Le droit au service de la culture, Universités, *AUPELF-UREF*, vol. 17, n° 2, juin 1996, p. 35.
163. L'État et l'entreprise culturelle, Universités, *AUPELF-UREF*, vol. 17, n° 2, juin 1996, p. 36.
164. Le conseil régional in *Encyclopédie Benoît des collectivités locales*, Dalloz, 1996, p. 1725-1 et s.
165. La certification, outil de la modernité normative, *Rec. Dalloz-Sirey*, 21 nov. 1996, p. 355 et s.
166. Préface à l'ouvrage de J.-F. Poli, La protection des biens culturels meubles, *LGDJ* 1996.
167. Les rapports entre criminalité organisée et ordre politique, in *Criminalité organisée et ordre de la société*, *ISPEC-LRDD*, PUAM, 1997, p. 131.
168. Préface à l'ouvrage de Dorian KELBERG, Les pouvoirs publics et la chanson française, PUAM 1997, 2 vol..
169. Le développement socio-économique régional en France ; Sociálny a ekonomický rozvoj regiónov vo Francúzsku, Ambassade de France, Bratislava.
170. Introduction à la Table ronde sur L'administration et l'environnement en Europe, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, PUAM, 1997.
171. Le service départemental d'incendie et de secours, in *La réforme des services d'incendie et de secours*, *Les cahiers juridiques* du Centre de recherches et d'études sur le droit appliqué à la sécurité civile (CREDASC), Avignon 1997, p. 15.
172. Faut-il créer la catégorie de l'établissement public local ? *Rev. adm.*, janv.-févr. 1997, n° 295, p. 78.
173. La décentralisation, une construction inachevée, *Rev. adm.*, mars-avr. 1997, n° 296, p. 182.
174. La décentralisation souhaitée, un horizon chimérique, *Rev. adm.*, mai-juin 1997, n° 297, p. 310.
175. La fracture civique, la citoyenneté et les collectivités locales, *Rev. adm.*, juill.-août 1997, n° 298, p. 440.
176. Les collectivités locales et la politique d'élimination des déchets, *Rev. adm.*, sept.-oct. 1997, n° 299, p. 553.
177. Les voies de l'intercommunalité. Le cas de l'aide sociale, *Rev. adm.*, nov.-déc. 1997, n° 300.
178. Territorialisation et déterritorialisation de l'action publique, *AJDA*, oct. 1997, p. 723.
179. La région dans le système politique et administratif français, *Région et administration publique*, n° 1, oct. 1997, CER, Aix-en-Provence, p. 23.

180. Ontwikkelingen in het Franse bestuursprocesrecht, (Le contentieux administratif en France en 1996), *Nederlands Tijdschrift voor Bestuursrecht*, nov. 1997, p. 339.
181. Les aides au cinéma en France, *Auteurs et medias*, Larcier, Louvain-la-Neuve, n° 3, nov. 1997, p. 244.
182. Les instruments prévisionnels non décisionnels de l'action administrative, *Rec. Dalloz*, 4 déc. 1997, p. 379.
183. La République et la solidarité *in* Éthique sociale - Éthique sociale chrétienne, éthique et solidarité, Centre de recherches en éthique économique et des affaires et déontologie professionnelle, Librairie de l'Université, Aix-en-Provence 1998, p. 199 et s..
184. Préface à l'ouvrage de M. Sousse, Droit public des contrats de construction, *LGDJ, coll. Clefs*, 1998.
185. L'émergence de l'interrégionalité, *LPA* 23 septembre 1998, p. 4 et s..
186. L'intérêt général existe-t-il encore ? *Rec. Dalloz*, n° 35, 8 oct. 1998, p. 327.
187. Introduction à la Table ronde sur « Autorité et contrat dans l'administration moderne », *Annuaire Européen d'Administration Publique*, PUAM 1998.
188. Le statut constitutionnel des collectivités locales, *Le Courrier juridique des finances*, n° 93, déc. 1998, p. 3 et s..
189. Le bilan juridique de la décentralisation, *Le Courrier juridique des finances*, n° 93, déc. 1998, p. 41 et s..
190. Où vont les collectivités locales ?, *Rev. adm.* n° 301, janv.-févr. 1998, p. 164 et s..
191. Les régions entre souvenirs et avenir, *Rev. adm.* n° 302, mars-avr. 1998, p. 297 et s..
192. Les modulations tarifaires des services publics locaux et le principe d'égalité, *Rev. Adm.* n° 303, mai-juin 1998, p. 406 et s..
193. Le vote des citoyens de l'Union européenne aux élections municipales, *Rev. adm.* n° 304, juill.-août 1998, p. 510 et s..
194. Les dépenses obligatoires des collectivités territoriales, *Rev. adm.* n° 305, sept.-oct. 1998, p. 632 et s..
195. Un aspect de l'aide : la PSD et les départements (I), *Rev. Adm.* n° 306, nov.-déc. 1998, p. 758 et s..
196. La chaîne culturelle franco-allemande : Arte *in* La coopération franco-allemande en Europe à l'aube du XXI^e siècle, PUAM 1998, p. 755 et s.
197. La coopération communale en France *in* La décentralisation en France et en Corée, ACOFPRAD 1998.
198. Les médias, un pouvoir institutionnalisé ? *in* Les 40 ans de la Vème République, *RDP* n° 5-6 1998, p. 1625 et s.
199. Préface à l'ouvrage de E. Le Borgne, *Le recrutement de la filière culturelle de la fonction publique territoriale*, PUAM 1999.
200. Préface à l'ouvrage de G. Glaise, *La notion d'assurance et les collectivités locales*, PUAM 1999.
201. La conception française du service public *in* Léon Duguit et le service public aujourd'hui, sous la dir. de A. Bockel, Galatasaray Univertesi Yoyinlari, 1999, p. 105 et s.

202. Les collectivités locales françaises et la mondialisation, *Glocalization*, Klafir, Séoul 1999, p. 427 et s.
203. Préface à l'ouvrage de D. Jean-Pierre, *La déontologie du fonctionnaire*, *LGDJ*, Bibl. de droit public, 1999.
204. Philosophie juridique du service public culturel, *L'observatoire des politiques culturelles*, n° 17, printemps 1999, p. 13 et s.
205. Introduction à la Table ronde sur « Administration et police en Europe », *Annuaire Européen d'Administration Publique 1998*, PUAM 1999.
206. Un aspect de l'aide sociale : la PSD et les départements, *Rev. adm.* 1999, n° 307, p. 52.
207. La régionalisation des élections régionales, *Rev. adm.* 1999, n° 308, p. 175.
208. Les réformes du fonctionnement des conseils régionaux, *Rev. adm.* 1999, n° 309, p. 295.
209. Celle que l'on n'attendait plus : la loi sur les polices municipales, *Rev. adm.* 1999, n° 310, p. 416.
210. La nouvelle réforme des structures de la coopération intercommunale, *Rev. adm.* 1999, n° 311, p. 516.
211. Les instruments financiers de l'intercommunalité de projet, *Rev. adm.* 1999, n° 312, p. 629.
212. À quoi servent les lois ? *Rec. Le Dalloz*, 27 janv. 2000, p. 57.
213. Le droit administratif et la complexité, *AJDA*, 2000, p. 187.
214. Introduction à F. Laurie, *Schémas directeurs et coopération intercommunale*, PUAM 2000.
215. Introduction à F. Blanco, *La planification dans le domaine hospitalier*, PUAM 2000.
216. Les cartes et schémas : de nouvelles interrogations pour la décentralisation, *in Cartes, schémas et décentralisation*, PUAM 2000.
217. La répartition des compétences *in La souveraineté partagée en Nouvelle-Calédonie et en droit comparé*, Doc. fr. 2000.
218. La réforme de la fonction publique en France *in Fonction publique : vers une privatisation ? Études de droit administratif*, Schulthess, Zürich, 2000, p. 117.
219. Le service public culturel existe-t-il ? *in Culture et service public*, n° spécial *AJDA* sept. 2000, p. 8.
220. Entre le local, le national et le supranational : les droits culturels *in Culture et service public*, n° spécial *AJDA*, sept. 2000, p. 50.
221. Les données juridiques de l'identité culturelle, *RDP* 2000, n° 5, p. 1271.
222. Les avancées toujours renouvelées de l'autonomie locale : le cas des TOM, *Rev. adm.* janv.-févr. 2000 n° 307, p. 67.
223. La CMU et les collectivités locales, *Rev. adm.*, mars-avr. 2000, n° 308, p. 175.
224. Le théâtre et les collectivités locales, *Rev. adm.*, mai-juin 2000, n° 309, p. 280.
225. Sur d'éventuelles précisions constitutionnelles relatives à la libre administration, *Rev. adm.*, juill.-août 2000, n° 310, p. 385.
226. Le rapport sénatorial "Pour une république territoriale". L'état des lieux. *Rev. adm.*, sept.-oct. 2000, p. 510.

227. Propositions pour une relance de la décentralisation : le Sénat, la Commission Mauroy, *Rev. adm.*, nov.-déc. 2000, p. 623.
228. Introduction à la Table ronde sur « Le régime administratif des cultes en Europe », *Annuaire Européen d'Administration Publique*, PUAM 2000.
229. Les contrats de plan État-régions 2000-2006, *Rev. adm.*, janv.-fév. 2001, n° 319, p. 58.
230. L'expérimentation et les collectivités locales, *Rev. adm.* n° 320, mars-avr. 2001, p. 169.
231. L'aménagement du territoire, les schémas et les collectivités locales, *Rev. adm.* n° 321, mai-juin 2001, p. 299.
232. Petite halte d'été sur quelques grands et petits problèmes de la rentrée, *Rev. adm.* n° 322, juill.-août 2001, p. 395.
233. Un chantier régulièrement repris et toujours inachevé : le statut des élus locaux, *Rev. adm.* n° 323, sept.-oct. 2001, p. 504.
234. La décentralisation est-elle une idée dépassée ? *Rev. adm.* n° 324, nov.-déc. 2001, p. 621.
235. Dictionnaire des politiques culturelles, Larousse 2001. Entrées : Accords internationaux, Aménagement culturel du territoire, Américanisme, Antiaméricanisme, Fonds national d'art contemporain, Fonds régional d'art contemporain, Partenariat.
236. L'emprunt des techniques du droit constitutionnel par le droit des collectivités locales, *in Les collectivités locales et le droit. Les mutations actuelles*, Dalloz 2001.
237. L'article 12 du Préambule de 1946 *in Le Préambule de 1946*, Dalloz 2001.
238. Entre dissonances et consonances : la politique musicale, *in La musique et le droit*, PUAM 2001.
239. Le juge communautaire, la langue française et les consommateurs, note sous CJCE 12 sept. 2000, Le Dalloz, cahier de droit des affaires, 3 mai 2001, n° 18/7027, p. 1458.
240. L'obligation pour la Commission des opérations de bourse d'utiliser le français dans ses prospectus, note sous C.E. Sect. 20 déc. 2000, *M. Géniteau, AJDA* mai 2001, p. 489.
241. La situation d'ensemble des transferts de compétences, *in La loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000*, PUAM 2001, p. 421.
242. Préface à l'ouvrage d'E. Roux, *La démission en droit public français*, PUAM 2001.
243. Préface à l'ouvrage de F. Rey, *Les collectivités locales et l'art dramatique*, PUAM 2001.
244. Préface à l'ouvrage de J. Page, *Du partage des compétences au partage de la souveraineté : des territoires d'outre-mer aux « pays d'outre-mer »*, PUAM 2001.
245. Introduction à la Table ronde sur « L'administration et la création artistique », *Annuaire Européen d'Administration Publique*, PUAM 2001.
246. La mondialisation et les États, Guarrigues, n° 73, janv.-févr.-mars 2001, p. 10.
247. La coopération institutionnelle. Rôle des collectivités locales dans le développement de la coopération économique, *in La coopération régionale dans le bassin méditerranéen*, sous la dir. de G. Benhayoun, R. Bar-El, E. Menipaz, M. Lhéritier, L'Harmattan 2001, p. 177.
248. Histoire des communes sous la IV^{ème} République, *in Les communes et le pouvoir de 1789 à nos jours*, sous la dir. de L. Fougère, J.-P. Machelon, F. Monnier, PUF 2002, p. 510 à 544.

249. Histoire des communes sous la IV^{ème} République, *in* Les communes et le pouvoir de 1789 à nos jours, sous la dir. de L. Fougère, J.-P. Machelon, F. Monnier, PUF 2002, p. 545 à 644.
250. Sur un éventuel droit d'accès aux manifestations culturelles organisées sur la voie publique, *Rev. adm.* janv.-févr. 2002, n° 325, p. 72.
251. La démocratie de proximité : les citoyens, les élus locaux et les décisions locales, *Rev. adm.* mars-avril 2002, n° 326, p. 160.
252. La démocratie de proximité : de la démocratisation appliquée aux élus, *Rev. adm.* mai-juin 2002, n° 327, p. 280.
253. Pour une reconnaissance de la notion de collectivité chef de file, *Rev. adm.* juill.-août 2002, n° 328, p. 402.
254. Pourquoi de nouvelles lois de décentralisation ? *Rev. adm.* sept.-oct. 2002, n° 329, p. 503.
255. L'administration territoriale : le crépuscule de l'uniformité ? *Rev. adm.* nov. 2002, p. 628.
256. L'établissement public de coopération culturelle, un nouvel outil pour la culture ? *AJDA* 2002, p. 430.
257. Les autorisations données par le président du conseil général en matière sanitaire et sociale, *in* Mélanges L. Dubouis, Dalloz 2002, p. 871.
258. Les constantes de la société française, *Rev. pol. et parl.*, n° 1017-1018, mars-avril 2002, p. 23.
259. Les contrats de prestations en France, *in* Les contrats de prestations, éd. par F. Bellanger et T. Tanquerel, Helbing et Lichtenhahn, Genève-Bâle-Munich, 2002, p. 55.
260. Transferts de compétences et décentralisation dans le domaine du patrimoine, *AJDA* 23 sept. 2002, p. 794.
261. Décentralisation et expérimentation, *AJDA* 28 oct. 2002, p. 1037.
262. Introduction à la Table ronde du Centre de Recherches Administratives sur « L'administration et la gestion administrative des risques », *Annuaire Européen d'Administration Publique 2001*, PUAM 2002.
263. Actualité, continuité et difficultés des transferts de compétences entre l'État et les collectivités territoriales, *RFDA* janv.-févr. 2003, p. 35 et s.
264. Quelle assurance pour les collectivités territoriales ? *AJDA* 11 mars 2003, p. 409.
265. Introduction au colloque de l'École doctorale Sciences juridiques et politiques : « Quel droit pour le XXI^e siècle ? », PUAM 2003.
266. La notion de compétences régaliennes dans la problématique de la répartition des compétences entre les collectivités publiques, *RDP* janv.-févr. 2003, p. 193 et s.
267. Le contrôle de la qualification d'œuvre d'expression originale française ou européenne, note sous CE 15 nov. 2002, *SA Globe Trotter Network*, *AJDA*, 3 février 2003, p. 190 et s.
268. Le dommage et le préjudice, *in* *Vers de nouvelles normes en droit de la responsabilité publique ?*, Les colloques du Sénat, Sénat 2003, p. 117 et s.
269. L'Europe des collectivités territoriales, *AJDA*, 12 mai 2003, n° 18, p. 913.
270. La politique et le théâtre, *in* *Droit et théâtre*, Ass. H. Capitant, PUAM 2003, p. 37 et s.

271. Le français et la loi, *in* M. Landick (sous la dir. de) *La langue française face aux institutions*, L'Harmattan 2003, p. 25 et s. (colloque du 24 nov. 2000 - Royal Holloway).
272. L'auteur, le lecteur et les bibliothèques, *AJDA*, 25 août 2003, p. 1409.
273. Introduction à la Table ronde du Centre de Recherches Administratives « Vingt-cinq ans de réformes administratives en Europe. Pour quel avenir ? Bilan et perspectives », *Annuaire Européen d'Administration Publique 2002*, Volume XXV, PUAM 2003.
274. La loi organique relative à l'expérimentation par les collectivités territoriales, *AJDA*, 29 sept. 2003, p. 1715 et s.
275. La puissance publique et la prévention des risques, *AJDA*, 6 oct. 2003, p. 1752 et s.
276. La disciplina dei beni culturali nell'ordinamento giuridico francese, *Diritto et gestion ne dell'ambiente*, 2002-3, p. 625 et s.
277. La qualification discutable d'œuvre audiovisuelle attribuée à l'émission Popstars, note sous CE 30 juill. 2003, *AJDA* 25 oct. 2003, p. 1876.
278. Les jardins collectifs du XIXe au XXIe siècle, *AJDA* 24 nov. 2003, 2113.
279. L'interprétation par l'administration de l'article 2 de la loi du 4 août 1994, *AJDA* 24 nov. 2003, p. 2156.
280. Préface à l'ouvrage de P. Mozol, *La participation des habitants à la vie locale*, PUAM 2003.
281. L'État, les communes et les biens vacants et sans maître, *Rev. adm.* n° 331, janv.-févr. 2003, p. 64.
282. La République décentralisée de J.-P. Raffarin, *Rev. adm.* n° 332, mars-avr. 2003, p. 187.
283. Le rôle des collectivités territoriales dans la construction européenne, *Rev. adm.* mai-juin 2003, p. 273.
284. Élections régionales : les nouvelles règles, *Rev. adm.* juill.-août 2003, p. 403.
285. La préservation du patrimoine naturel et la politique de collaboration entre les collectivités, *Rev. adm.*, sept.-oct. 2003, p. 536.
286. Les lois organiques de l'été 2003, *Rev. adm.* nov.-déc. 2003, p. 622.
287. Présentation générale de la loi du 30 juillet 2003, dite Bachelot au colloque sur « La prévention des risques » du 2 avril 2004 à Nîmes à la Maison du Notariat.
288. Quel transfert des monuments historiques aux collectivités territoriales ? Réflexions sur le rapport de la commission Rémond, *AJDA* n° 1, 12 janvier 2004, p. 12.
289. Introduction au colloque de l'École doctorale Sciences juridiques et politiques 2003, *La dignité*, PUAM 2004.
290. Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften, Speyer, Zehn Jahre Deutsche-Französische Verwaltung-Kolloquien zwischen der Deutschen Hochschule für Verwaltungswissenschaften Speyer und der Ecole nationale d'administration, Strasbourg-Paris, *La réforme constitutionnelle des collectivités territoriales*, Speyer 2004, p. 13 et s.
291. La marche vers la dématérialisation, *AJDA*, 9 févr. 2004, p. 233.
292. La commune, la plaquette et le droit moral de l'auteur au respect de son œuvre, note sous CAA Marseille 31 déc. 2003, Mme Cozette de Charmoy, *AJDA*, 5 avr. 2004, p. 718.
293. L'architecture, l'architecte et la Cité, *AJDA*, 19 avr. 2004, p. 793.

294. État, justice et société, *Garrigues*, n° 85, janv.-mars 2004, p. 13.
295. Le droit administratif et l'utopie, *AJDA*, 17 mai 2004, p. 1001.
296. La loi du 11 juillet 2001. Présentation générale des enjeux juridiques de la loi, *in* Mayotte dans la République, Actes du colloque de Mamoudzou, Montchrestien 2004, p. 101.
297. Le code du patrimoine, *AJDA*, 5 juill. 2004, p. 1330.
298. Qu'est-ce qu'un livre ? Note sous CAA Marseille 10 févr. 2004, *Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie c/SARL Loisirs Distribution*, *AJDA*, 5 juill. 2004, p. 1323.
299. Les collectivités territoriales, les NTIC et la culture *in* Les mutations technologiques, institutionnelles et sociales dans l'économie de la culture, sous la dir. de R. Teboul, L'Harmattan 2004, p. 95 et s..
300. Note sous TA Paris, 7° sect., 2° ch., 11 mars 2004, SACD et autres, *Légipresse*, n° 213, juill.-août 2004, p. 124.
301. La police des spectacles *in* Les contentieux du spectacle vivant, Champs libres, L'Harmattan 2004, p. 33.
302. Le tiers en droit administratif français *in* Les tiers dans la procédure administrative, T. Tanquerel et F. Bellanger ed., Schulthess, Genève-Zurich-Bâle, 2004, p. 575.
303. Introduction à l'ouvrage *Le domaine public et les collectivités territoriales*, PUAM 2004.
304. Introduction à la Table ronde du Centre de Recherches Administratives sur : « L'évolution de la fonction publique : vers une européanisation ? », *Annuaire européen d'administration publique 2003*, Tome XXVI, PUAM 2004.
305. Marchés publics et culture, *Légicom*, n° 31, 2004/2, p. 65.
306. Les nouvelles compétences de la région, *AJDA*, 25 oct. 2004, p. 1968.
307. La responsabilité d'une collectivité publique pour non-respect d'une clause de donation, note sous CAA Marseille 28 juin 2004, Ville de Nice, *AJDA* 1er nov. 2004, p. 2065.
308. L'utilisation des crédits de recherche et le président de l'Université, note sous CE 9 juin 2004, Recueil Dalloz, 11 nov. 2004, p. 2877.
309. Les expérimentations en matière de patrimoine, *Pouvoirs locaux*, n° 63, déc. 2004, p. 72.
310. Les relations de trésorerie entre les collectivités territoriales et l'État, *Rev. adm.* n° 337, janv. 2004, p. 53.
311. Les départements et la protection des espaces naturels, *Rev. adm.*, n° 338, mars 2004, p. 159.
312. Le projet de loi sur les responsabilités locales, *Rev. adm.*, n° 339, mai 2004, p. 298.
313. Sur des notions controversées : « Ressources propres », « Ensemble des ressources », « Part déterminante », *Rev. adm.*, n° 340, juill. 2004, p. 397.
314. Un instrument renouvelé : les associations syndicales de propriétaires, *Rev. adm.*, n° 341, sept. 2004, p. 406.
315. Les réformes de l'intercommunalité dans la loi, « Libertés et responsabilités locales », *Rev. adm.*, n° 342, nov. 2004, p. 623.

316. Culture et service public, Frankreich-Zentrum Albert-Ludwigs-Universität Freiburg, Sommerkurs 2001, France-Cultures, 2004, p. 55 et s.
317. Le patrimoine culturel change de mains, *La Semaine juridique Administration et collectivités territoriales*, 10 janvier 2005, 1011.
318. Décentralisation culturelle : nouvelle étape. La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, *L'observatoire des politiques culturelles*, n° 27, hiver 2005, p. 26.
319. Le volet territorial des contrats de plan Etat-régions *in Contractualisation et territoires : les contrats d'agglomération*, Les Cahiers du GRIDAUH, n° 12, 2005, p. 89-120.
320. La simplification, illusion dangereuse, *AJDA*, 21 févr. 2005, p. 345.
321. Les limites du pouvoir réglementaire du Conseil national des barreaux, note sous CE 17 nov. 2004, *Sté d'exercice libéral Landwell et associés, Sté d'avocats Ey Law*, *AJDA*, 14 févr. 2005, p. 319.
322. Droit civil et droits, Introduction au colloque de l'Ecole doctorale Sciences juridiques et politiques, PUAM 2005.
323. Préface à l'ouvrage de H. Jeon, L'autonomie des collectivités locales et le contrôle des actes des collectivités territoriales en Corée, PUAM 2005.
324. La prévention des risques. Présentation générale de la loi du 30 juillet 2003 dite « loi Bachelot », *in* Prévention des risques, PUAM 2005, p. 11 et s.
325. Pourcentages, *AJDA*, 9 mai 2005, p. 969.
326. La commune ne peut être tenue responsable du fait de l'emphytéote, note sous CE 16 févr. 2005, *M. et Mme Maurel*, *AJDA*, 23 mai 2005, p. 1073.
327. Linéaments de l'évolution de la responsabilité médicale à l'hôpital, *in* La responsabilité hospitalière et la loi du 4 mars 2002, colloque CRA-CAA de Marseille, PUAM 2005, p. 9 et s.
328. L'homme est-il un loup pour le loup ?, note sous CE 20 avr. 2005, *Association pour la protection des animaux sauvages et autres*, *AJDA*, 4 juill. 2005, p. 1398.
329. Le juge administratif ne peut connaître du refus d'un préfet de prendre un déclinatoire de compétence, note sous CE 20 avr. 2005, *Régie départementale des transports de l'Ain et autres*, *AJDA*, 18 juill. 2005, p. 1509.
330. De la théorie à la pratique, *in Le devenir du droit comparé en France*, sous la dir. de J. du Bois de Gaudusson, PUAM 2005, p. 41.
331. Préface à l'ouvrage de F. Blanco, La loi du 4 mars 2002 et les commissions régionales de conciliation et d'indemnisation (CRCI), PUAM 2005.
332. Faut-il oublier les schémas de services collectifs, *AJDA*, 19 sept. 2005, p. 1705.
333. Le schéma régional de développement économique, *Rev. Lamy collectivités territoriales*, sept. 2005, p. 48.
334. L'administration et l'énergie en Europe, Introduction à l'*Annuaire Européen d'Administration Publique*, Volume XXVII, PUAM 2005, p. 13 et s.
335. De 1 % en 1 %, *AJDA*, 14 nov. 2005, p. 2089.
336. Simplification et décentralisation pour les secteurs sauvegardés et les monuments historiques, *AJDA*, 14 nov. 2005, p. 2106.

337. Les protocoles de décentralisation culturelle : bilan et perspectives, *La Semaine juridique Administration et collectivités territoriales*, 28 nov. 2005, p. 1374.
338. Préface à l'ouvrage d'O. Gabarda, *Essai sur le principe de conventionnalité internationale en droit public français*, PUAM 2005.
339. L'état des finances locales et les réformes prévues par la loi de finances pour 2005, *Rev. adm.*, janv. 2005, n° 343, p. 65.
340. Le logement social et la construction, *Rev. adm.*, mars 2005, n° 344, p. 177.
341. Le logement social et la construction (suite), *Rev. adm.*, mai 2005, n° 345, p. 271.
342. Le dix-neuvième rapport sur le contrôle de légalité, *Rev. adm.*, juill. 2005, n° 346, p. 389.
343. L'avenir des contrats de plan Etat-régions, *Rev. adm.*, sept. 2005, n° 347, p. 510.
344. La réforme de la sécurité civile et les communes, *Rev. adm.*, nov. 2005, n° 348, p. 636.
345. Responsabilités, responsabilité de l'État, *AJDA*, 16 janv. 2006, p. 57.
346. Le report des élections locales et sénatoriales, *Rev. adm.*, janvier 2006, n° 349, p. 70.
347. Un schéma d'assainissement n'est pas un document d'urbanisme, note sous CE Avis du 26 oct. 2005, *Association Défendre la qualité de la vie à Plan-d'Aups-Ste Baume*, *AJDA*, 16 janv. 2006, p. 105.
348. De la distinction parfois difficile entre subvention et délégation de service public, note sous CAA Marseille 4 juill. 2005, *M. et Mme Jean-Louis Armand*, *AJDA*, 20 févr. 2006, p. 369.
349. Considérations sur la clause générale de compétence, *Pouvoirs locaux*, n° 68, 1/2006, p. 53.
350. La culture européenne dans la mondialisation in Europe et mondialisation, Europa und die Globalisierung, PUAM 2006, p. 31.
351. L'injonction : remarques générales sur dix ans d'application de la loi, *Rev. juridique nîmoise*, n° 1, PUAM 2006, p. 21.
352. Nouvelles observations sur la clause générale de compétence, in *La profondeur du droit local*, Mél. J.-C. Douence, Dalloz 2006, p. 365.
353. La transparence administrative. Aspects français et européens, in *Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften*, Dokumentation zum 12. Deutsch-Französischen Verwaltungskolloquium, Speyerer Arbeitsheft n. 182, p. 10.
354. La prévention par la planification. Systèmes d'alerte et schémas de prévention des risques naturels in *L'appréhension juridique du risque*, Centre d'étude et de recherche sur les transformations de l'action publique, Université de Perpignan Via Domitia, 2006, p. 70
355. Continuité ou rupture : le transfert des routes aux collectivités territoriales, *Rev. adm.*, mars 2006, n° 350, p. 183
356. Prévenir pour se prémunir, *AJDA*, 10 avr. 2006, p. 729.
357. L'affaire du Clémenceau devant le juge des référés, *AJDA*, 10 avr. 2006, p. 761.
358. Évolutions récentes de l'intérêt à agir des syndicats, note sous CE 28 déc. 2005, Union syndicale des magistrats administratifs, *AJDA*, 8 mai 2006, p. 940.
359. La décentralisation « entre ferveur et désenchantement », *Rev. adm.*, n° 351, mai 2006, p. 295.

360. De la sécurité, *AJDA*, 22 mai 2006, p. 1009.
361. Remarques sur la simplification du droit, in *La simplification du droit*, PUAM 2006, p. 7.
362. La politique culturelle et l'utopie, in *L'homme, ses territoires, ses cultures*, Mél. A.-H. Mesnard, LGDJ 2006, p. 285.
363. Droits en concurrence, *AJDA*, 10 juill. 2006, p. 1353.
364. Les régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales, *Rev. adm.*, n° 352, p. 415.
365. Le droit administratif en France et au Japon, *La lettre du CLAIR*, n° 59, été 2006, p. 4.
366. Quels territoires pertinents pour la prévention des risques ?, in *La décentralisation de l'environnement, territoires et gouvernance*, PUAM 2006, p. 171.
367. Charte européenne de l'autonomie locale : enfin ?, *AJDA*, 11 sept. 2006, p. 1577.
368. Les sociétés publiques locales d'aménagement, *Rev. adm.*, n° 353, sept. 2006, p. 533.
369. L'injonction : remarques rétrospectives et prospectives sur un pouvoir attribué au juge administratif, in *L'injonction et l'exécution des décisions de justice*, PUAM 2006, p. 9.
370. L'évolution de la répartition des compétences in *Les collectivités françaises d'Amérique au carrefour des institutions*, sous la dir. de J.-Y. Faberon, La Doc. Fr., 2006, p. 141.
371. Les marchés publics en Europe, Introduction à l'Annuaire Européen d'Administration Publique, PUAM 2006.
372. Qu'est-ce que le droit administratif ?, *AJDA*, 23 octobre 2006, p. 1937.
373. Les contrats urbains de cohésion sociale, *Rev. adm.*, n° 354, novembre 2006, p. 629.
374. Préface à l'ouvrage de L. Desfonds, Langage et conceptualisation du contentieux provisoire des décisions administratives, PUAM 2006.
375. Le service public culturel, *Public Law, Korean public Law Association*, vol. 35-2, déc. 2006, p. 481. Liberté d'opinion, liberté de croyance et de religion, laïcité, in *Protection des libertés et des droits fondamentaux*, sous la dir. de T. Renoux, La Documentation française, 2007, p. 112 et s.
376. Les principes de la compensation financière des transferts de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales, in *La compensation financière des transferts de compétences aux collectivités territoriales en France et au Japon*, PUAM 2007, p. 133 et s.
377. La problématique du territoire et du droit in *Droit de complexité. Pour une nouvelle intelligence du droit vivant*, sous la dir. de M. Doat, J. Le Goff et P. Pédrot, PUR 2007, p. 39.
378. La gestion industrielle et commerciale des services publics culturels, *JCP A* 18 juin 2007, n° 2160.
379. Le contentieux administratif des interventions culturelles, *AJDA* 16 juill. 2007, p. 1388.
380. La notion de culture et l'exception culturelle, in *Le financement de la culture*, sous la dir. de G. Orsoni, Economica 2007, p. 1 et s.
381. Les petits territoires de la France lointaine : Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et antarctiques, *RFDA* 2007, p. 656.
382. Intérêt national, intérêt local, *AJDA* 10 sept. 2007, p. 1617.
383. Des CPER aux CPER : les contrats de projet 2007-2013, *AJDA* 2008, p. 1653.

- 384 La responsabilité contractuelle de l'État dans ses relations avec les collectivités territoriales, note sous CE 21 décembre 2007, n° 293 260, 293 261, 293 262, 293 263, JCP A 2008, 2050 (9).
- 385 Défense nationale et collectivités territoriales, *Rev. adm.* 2008, n° 361, p. 63.
- 386 Les relations entre l'État et les collectivités territoriales. Le rapport Alain Lambert, *Rev. adm.* 2008, n° 363, p. 289.
- 387 Les collectivités territoriales et les règles communautaires de concurrence relatives aux aides publiques, *Rev. adm.* 2008, n° 366, p. 631.
- 388 Les collectivités locales et la culture : des compétences partagées et des initiatives diversifiées, in *Les collectivités locales : la culture en France et au Japon*, Les colloques du Sénat, 2008, p. 15 et s.
- 389 Les moyens de financement des politiques culturelles locales, in *Les collectivités locales : la culture en France et au Japon*, Les colloques du Sénat, 2008, p. 27.
- 390 La réforme administrative, préoccupation d'hier, d'aujourd'hui, de demain ? in *Verwaltungswissenschaft und Verwaltungspraxis in nationaler und transnationaler Perspektive*, Festschrift für Heinrich Siedentopf zum 70. Geburtstag, Duncker et Humblot, Berlin 2008, p. 809 et s.
- 391 La décentralisation culturelle, *Bulletin juridique des collectivités locales*.
- 392 Liberté des arts, de la culture et de la recherche ; Droit au loisir, in *Dictionnaire des Droits de l'homme*, sous la dir. de J. Andriantsimbazovina, H. Gaudin, J.-P. Marguénaud, S. Rials, F. Sudre, PUF, p. 639 et 669.